

OPINION DISSIDENTE DE M. DE CASTRO

1. C'est avec grand regret que j'ai écrit cette opinion dissidente. Je tiens à dire que je trouve bien fondés plusieurs des conclusions et des motifs de l'arrêt; cela m'épargne de devoir en traiter. Je me bornerai donc à aborder un point qui n'a pas été tranché par l'arrêt et à examiner en détail ce sur quoi porte mon désaccord.

Je comprends les raisons d'ordre pratique pour lesquelles, abandonnant l'ordre logique, on a traité d'abord de la réserve *b*) de l'adhésion de la Grèce à l'Acte général avant d'avoir décidé si l'Acte général est encore en vigueur. En tenant pour acquis que la réserve *b*) exclut la compétence de la Cour, on a pu éviter de trancher une question très délicate.

Je ne saurais suivre l'arrêt à cet égard parce que mon interprétation de la réserve *b*) fait que je suis en faveur de la compétence de la Cour.

2. La toute première question que j'ai dû me poser a été de savoir si l'Acte général est encore en vigueur. Cette question a déjà été soulevée à l'occasion des affaires des *Essais nucléaires*, et elle a été alors étudiée et discutée attentivement par la Cour. Elle n'a pas été tranchée, parce qu'il a été considéré dans les arrêts rendus en 1974 que les requêtes étaient devenues sans objet en raison des déclarations du Gouvernement français. Je pense que, malgré les doutes qu'il est toujours possible d'avoir, on doit admettre que l'Acte est encore en vigueur et cela pour les raisons qui ont déjà été invoquées *in extenso* dans l'opinion dissidente commune de MM. Onyeama, Dillard, Jiménez de Aréchaga et sir Humphrey Waldock (*C.I.J. Recueil 1974*, p. 327 et suiv.) ainsi que dans les opinions dissidentes présentées par moi-même (*ibid.*, p. 377 et suiv.) et par sir Garfield Barwick (*ibid.*, p. 405 et suiv.), auxquelles je me permets de renvoyer¹ — ce que je crois devoir faire pour ne pas alourdir inutilement cette opinion.

3. La raison pour laquelle je suis en désaccord avec l'arrêt concerne un seul point, mais fondamental, à savoir la manière dont il convient d'interpréter la réserve *b*). Je crois qu'il aurait fallu employer avec rigueur les règles propres de l'interprétation. Mon point de vue étant tout autre que celui de l'arrêt, je me sens obligé de justifier les motifs de mon dissentiment.

¹ On doit cependant noter que, dans les mêmes affaires, M. Gros (*C.I.J. Recueil 1974*, p. 296-297) et M. Petrén (*ibid.*, p. 302) ont exprimé des doutes sur la validité actuelle de l'Acte général dans leurs opinions individuelles, sans néanmoins développer leurs raisons.

DISSENTING OPINION OF JUDGE DE CASTRO

[*Translation*]

1. It is with great regret that I have written the present dissenting opinion. May I say that I find much of the reasoning and many of the conclusions in the Judgment to be entirely sound; I am thus relieved of any duty to deal with these. I shall therefore confine myself to discussing a point which has not been decided by the Judgment, and to examining in detail the subject on which I disagree.

I understand the practical reasons why there has been a departure from the logical order, and reservation (*b*) in Greece's accession to the General Act has been dealt with first, before any decision whether the General Act is still in force. By taking it as settled that reservation (*b*) excludes the Court's jurisdiction, it has been possible to avoid deciding a very delicate question.

I am unable to follow the Judgment in this respect, because my interpretation of reservation (*b*) leads me to find in favour of the Court's jurisdiction.

2. The very first question which I have had to consider has been whether the General Act is still in force. This question has already been raised in the *Nuclear Tests* cases, and it was then carefully examined and discussed by the Court. It was not settled, because in the Judgments given in 1974 it was considered that the Applications had become without object as a result of the statements made by the French Government. I think that, despite the doubts which may still be entertained, it must be admitted that the Act is still in force, for the reasons which have already been treated *in extenso* in the joint dissenting opinion of Judges Onyeama, Dillard, Jiménez de Aréchaga and Sir Humphrey Waldock (*I.C.J. Reports 1974*, pp. 327 ff.) as well as in my own dissenting opinion (*ibid.*, pp. 377 ff.) and the dissenting opinion of Judge Sir Garfield Barwick (*ibid.*, pp. 405 ff.), to which I venture to refer¹—I feel obliged to take this course in order to avoid making this opinion unnecessarily lengthy.

3. The reason why I disagree with the Judgment relates to a single point, but a fundamental one, namely the way in which reservation (*b*) should be interpreted. I think that a rigorous application of the appropriate rules for interpretation should have been adopted. Since my view is quite different from that taken in the Judgment, I feel obliged to explain the reasons for my dissent.

¹ It should however be noted that in the same cases, Judges Gros (*I.C.J. Reports 1974*, pp. 296-297) and Petřen (*ibid.*, p. 302), expressed doubts as to the current validity of the General Act in their separate opinions, without however giving fully their reasons.

Il convient de vérifier le sens à donner au membre de phrase de la réserve qui est ainsi conçu: « les différends ayant trait au statut territorial de la Grèce ». Cela comprend-il les différends sur le plateau continental ? Pour élucider ce point, je tâcherai d'examiner les arguments pour et contre une telle inclusion.

4. C'est un principe bien établi que l'interprétation a pour but de vérifier la véritable volonté des parties. Les termes employés dans une déclaration de volonté sont à considérer comme les moyens (« pistes », *clues, indicia*) pour arriver à connaître l'intention des auteurs de la déclaration.

Quand il s'agit d'interpréter une déclaration de volonté ancienne, il sera toujours nécessaire de vérifier comment ces termes doivent être compris à présent. Le sens des mots peut changer avec le temps. Pour interpréter une déclaration quelconque, pour connaître son vrai sens, il faut avant tout s'en tenir à la signification qu'elle pouvait avoir à la date où elle a été émise. Les mots par eux-mêmes n'ont pas une valeur propre. Ils sont ou représentent des sons (*phonema*), mais leur valeur sémantique dépend du moment et des circonstances où ils ont été formulés¹.

5. L'adhésion de la Grèce à l'Acte général est une déclaration unilatérale, comme l'est aussi celle de la Turquie. Chacune de ces déclarations est faite dans le cadre du règlement pacifique des différends institué par l'Acte; ces déclarations qui s'articulent avec les déclarations d'adhésion émanant d'autres Etats établissent des liens entre chacun des deux Etats adhérents et dans la mesure où tous les deux ont souscrit aux mêmes engagements. Du fait de leur adhésion à l'Acte général, un lien est né entre la Grèce et la Turquie dont l'étendue résulte des deux déclarations qui, par l'accord qu'elles consacrent, deviennent la volonté commune des deux Etats².

S'agissant de connaître la volonté devenue commune à la Grèce et à la Turquie sur le sens de la réserve b) de la Grèce, nous nous trouvons devant ce fait qu'à l'époque de l'adhésion des deux Etats à l'Acte général, le 14 septembre 1931 et le 26 juin 1934, les Etats en général, la Grèce et la Turquie en particulier, n'avaient aucunement conscience que des problèmes ayant trait au plateau continental pouvaient exister. C'est beaucoup plus tard que les juristes, les publicistes et les techniciens ont commencé à s'occuper du plateau continental. La proclamation Truman en 1945 peut

¹ La Cour a dit qu'elle

« ne saurait se fonder sur une interprétation purement grammaticale du texte. Elle doit rechercher l'interprétation qui est en harmonie avec la manière naturelle et raisonnable de lire le texte, *eu égard à l'intention* du Gouvernement de l'Iran à l'époque où celui-ci a accepté la compétence obligatoire de la Cour » (*C.I.J. Recueil 1952*, p. 104. Les italiques sont de moi.)

² Ainsi se crée une situation analogue à celle d'un traité, *treaty situation*, selon l'expression due à sir Gerald Fitzmaurice: « The Law and Procedure of the International Court of Justice, 1951-1954: Questions of Jurisdiction, Competence and Procedure », *British Year Book of International Law*, XXXIV, 1958, p. 77.

The meaning has to be ascertained of the phrase in the reservation reading "disputes relating to the territorial status of Greece". Does this cover disputes over the continental shelf? In order to elucidate this, I shall endeavour to examine the arguments in favour of and against such inclusion.

4. It is a well-established principle that the purpose of interpretation is to ascertain the true will of the parties. The terms used in a declaration of intention must be regarded as the means ("traces", clues, *indicia*) to be used in order to reach a conclusion as to the intention of the authors of the declaration.

When a declaration of intention made a considerable time ago has to be construed, it will always be necessary to verify how the words should be understood at the present time. The meaning of words may change with time. In order to interpret any statement, to ascertain its real meaning, we must first of all concentrate on the meaning which it could have had at the time when it was made. Words have no intrinsic value in themselves. They are, or represent, sounds (*phonema*), but their semantic value depends on the time and the circumstances in which they were uttered ¹.

5. Greece's accession to the General Act is a unilateral declaration, as is that of Turkey. Each is made in the context of the pacific settlement of disputes instituted by the Act; these declarations, which tie up with the declarations of accession made by other States, establish links between each pair of States acceding to the Act and to the extent that both States have entered into the same commitments. By virtue of their accession to the General Act, a link was forged between Greece and Turkey, the extent of which depends upon the two declarations which, by the agreement which they embody, becomes the common will of the two States ².

In seeking to ascertain what it was that had become the common will of Greece and Turkey with regard to the meaning of Greece's reservation (*b*), we are faced with the fact that at the time when these two States acceded to the Act, on 14 September 1931 and 26 June 1934, States in general, and Greece and Turkey in particular, were totally unaware that there could be problems relating to the continental shelf. It was only much later that jurists, publicists and technical experts began to concern themselves with the continental shelf. The Truman Proclamation of 1945 can be regarded

¹ The Court has said that it

"cannot base itself on the purely grammatical interpretation of the text. It must seek the interpretation which is in harmony with a natural and reasonable way of reading the text, *having due regard to the intention* of the Government of Iran *at the time when it accepted the compulsory jurisdiction of the Court*" (*I.C.J. Reports 1952*, p. 104, emphasis added).

² A situation is thus created which is analogous to that of a treaty—a "treaty situation", an expression I owe to Sir Gerald Fitzmaurice: "The Law and Procedure of the International Court of Justice, 1951-1954: Questions of Jurisdiction, Competence and Procedure", *British Year Book of International Law*, XXXIV, 1958, p. 77.

être considérée comme le point de départ de l'élaboration du droit et de la doctrine dans ce domaine. Il est donc évident qu'au moment de la coïncidence des volontés de la Grèce et de la Turquie, il n'y avait pas – et il ne pouvait pas y avoir – d'accord entre ces déclarations pour écarter de la compétence de la Cour les questions relatives au plateau continental.

Cela étant, la question juridique suivante se pose: au cas où les termes « différends ayant trait au statut territorial » de la réserve *b)* de la Grèce pourraient être interprétés – ce qui est fort douteux – comme englobant un sujet (questions relatives au plateau continental) auquel ni la Grèce ni la Turquie n'avaient pensé ni même pu penser, doit-on considérer que ce sujet pouvait être matière à réserve ?

La tradition juridique tranche la question d'une manière logique et elle est condensée dans le principe d'interprétation recueilli en ces termes par le Code civil français:

« Quelque généraux que soient les termes dans lesquels une convention est conçue, elle ne comprend que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé de contracter ¹. »

6. Si l'on considère d'autre part la nature unilatérale de la réserve *b)*, on doit l'interpréter à la lumière de l'objet et du but de la Grèce et en tenant compte des circonstances dans lesquelles la déclaration d'adhésion a été émise.

Comme le montre la pratique de l'époque, la réserve envisagée à l'alinéa *c)* de l'article 39, paragraphe 2, de l'Acte général, en employant l'expression « statut territorial », avait le même objet que celui qui était exprimé dans d'autres traités par les termes « intégrité territoriale des Etats », « questions territoriales », « questions qui touchent aux frontières existantes ». La réserve *b)* de la Grèce, suivant le conseil de M. Politis (lettre du 9 septembre 1928), avait pour but d'empêcher qu'on puisse porter devant la Cour des questions concernant l'application, l'interprétation des traités et la revision des frontières, les statuts territoriaux et les

¹ Article 1163. Cet article peut s'appuyer sur une longue et ferme tradition. Il semble avoir son origine dans un fragment d'Ulpien (D.2, 15,9 par. 3, *in fine*), lequel est recueilli par le droit commun; en France par Domat (*Les lois civiles*, I, 1,2, règle 23, éd. Paris, 1777, I, p. 24) et par Pothier (*Traité des obligations*, première partie, chap. I, art. VII, 8^e règle, *Œuvres*, éd. Paris, 1818, III, p. 67). L'article 1163 du Code Napoléon est suivi, presque à la lettre, par d'autres codes civils; voir par exemple l'article 1138 du Code civil italien de 1865 et l'article 1364 du Code de 1942, l'article 1283 du Code civil espagnol et l'article 1386 du Code civil des Pays-Bas.

Il est à noter que l'idée de base commune aux articles cités n'est pas étrangère aux droits de la Grèce et de la Turquie: article 173 du Code civil hellénique; article 18 du Code suisse des obligations (les deux premières parties de ce code ont été reçues par la République turque le 4 octobre 1926).

Ces règles dérivent de la nature même du consentement. Pour qu'il existe, il faut une coïncidence des volontés sur un objet, qui devra être déterminé au moins quant à son espèce (voir l'article 1129 du Code civil français qui consacre la doctrine générale).

as the starting point of the law and doctrine on this subject. It is therefore obvious that at the time of the meeting of wills between Greece and Turkey, there was not—and could not be—any agreement between their respective declarations to exclude from the jurisdiction of the Court questions relating to the continental shelf.

That being so, the following legal question arises: if the words “disputes relating to the territorial status” in Greece’s reservation (*b*) could be interpreted—which is highly doubtful—as comprising a subject (questions relating to the continental shelf) which neither Greece nor Turkey had conceived or were even in a position to conceive, should it be held that this was something which could have constituted the subject of a reservation?

Legal tradition settles the matter logically, and is condensed in the principle of interpretation expressed in these terms by the French Civil Code:

“However general may be the terms in which an agreement is conceived, it includes only the things on which it appears that the parties proposed to contract¹.”

6. If on the other hand the unilateral nature of reservation (*b*) is kept in view, it must be interpreted in the light of the object and purpose of Greece, taking into account the circumstances in which the declaration of accession was made.

As the contemporary practice shows, the purpose of the use of the expression “territorial status” in the reservations contemplated by paragraph 2 (*c*) of Article 39 of the General Act was the same as that expressed in other treaties by such terms as “territorial integrity of States”, “territorial questions”, “questions relating to existing frontiers”. The purpose of Greece’s reservation (*b*), on the advice of M. Politis (letter of 9 September 1928), was to prevent any questions being brought before the Court relating to the application or interpretation of the treaties, and the revision of the frontiers, territorial statuses, and international servitudes (rights over

¹ Article 1163. A basis for this Article can be found in a long-established tradition. It appears to have originated in a fragment of Ulpian (D2.15.9, para. 3, *in fine*), which was taken up into common law; in France, by Domat (*Les lois civiles*, I, 1, 2, Rule 23, Paris edition of 1777, Vol. I, p. 24) and by Pothier (*Traité des obligations*, Part I, Chap. I, Art. VII, Rule 8, *Works*, Paris edition of 1818, Vol. III, p. 67). Article 1163 of the *Code Napoléon* was followed, almost word for word, by other civil codes; see for example Article 1138 of the Italian Civil Code of 1865, and Article 1364 of the 1942 Code; Article 1283 of the Spanish Civil Code; and Article 1386 of the Civil Code of the Netherlands.

It should be observed that the common concept underlying the articles referred to is also known in the legal systems of Greece and Turkey; Article 173 of the Greek Civil Code; Article 18 of the Swiss Federal Code of Obligations (Parts I and II of this Code were taken over by the Turkish Republic on 4 October 1926).

These rules derive from the very nature of consent. For consent to exist, there must be a meeting of wills on a subject-matter which must be determined at least as regards its species (see Art. 1129 of the French Civil Code, which expresses general teaching).

servitudes internationales (droits sur les ports et voies de communication) établis dans les traités qui ont suivi le démantèlement de l'Empire ottoman.

7. A cela on a pu opposer que l'expression « statut territorial » a un caractère générique ou général et qu'elle englobe la notion de plateau continental. Il est juste de dire que l'expression est générique; en vérité le sens de la plupart des mots présente une certaine souplesse, exception faite de ceux qui visent les objets concrets et individuels. Il en est ainsi de l'expression « statut territorial ». Elle vise des situations qui offrent des possibilités d'évolution, qu'il s'agisse du statut ou du régime juridique (droits, servitudes, restrictions), ou qu'il s'agisse du territoire même (par exemple modification de frontières).

Mais chaque terme peut avoir un sens plus ou moins étendu, plus ou moins limité. Un terme, qui a sa signification propre, ne peut pas être entendu comme comprenant un élément d'une nature étrangère à son sens ordinaire et naturel ¹. A mon avis il y a des différences de nature essentielle qui empêchent de considérer que le terme « statut territorial » puisse s'appliquer à l'existence, au régime juridique et à la délimitation du plateau continental.

8. Il n'est pas douteux que le terme « statut territorial » est équivalent à celui de « statut du territoire ». Pour conclure que le statut du plateau continental (droits, délimitations) est compris ou non dans le « statut territorial », il faudra rechercher à laquelle de ces deux solutions on peut aboutir d'une manière naturelle du point de vue du statut et de celui du territoire.

Le statut du territoire est clair et bien défini; c'est celui de la souveraineté même. Au contraire, le régime du plateau continental est le résultat de l'évolution accélérée du droit de la mer, laquelle ne semble pas être achevée avec la convention de Genève de 1958. Aujourd'hui, il est constitué par des droits étroitement limités – il s'agit seulement des droits appelés souverains ou exclusifs aux fins de la recherche, de l'exploration du plateau et de l'exploitation de ses ressources naturelles.

Le territoire d'un Etat, au sens strict de terre ferme (continent et îles) est bien défini aussi. En revanche, le plateau continental est à délimiter dans chaque cas et, pour le faire, on doit tenir compte de données variées (structure géologique, distance, situation géographique, profondeur de la mer, existence et valeur économique des ressources minérales, etc.).

¹ On a pu donner l'exemple de la clause testamentaire suivante: « Je laisse tous mes véhicules à mon ancien chauffeur. » On peut interpréter cette disposition comme voulant dire que le testateur lui laisse sa nouvelle Cadillac mais pas les locomotives et les wagons de la compagnie de chemin de fer dont il était propriétaire ou les avions de la flotte qui lui appartenait. Sur la volonté implicite dans des termes d'une portée générale, comp. Vattel, *Le droit des gens*, éd. Pradier-Fodéré, II, chap. XVII, par. 262, p. 249, Paris, 1863; *C.P.J.I. série A/B n° 50*, p. 377-378.

ports and lines of communication), laid down in the treaties concluded following the dismantling of the Ottoman Empire.

7. To meet this argument, it has been possible to contend that the expression "territorial status" is generic or general in nature, and covers the concept of continental shelf. It is correct to say that the term is a generic one; the meaning of most words is in fact subject to a certain degree of flexibility, with the exception of those which refer to individual concrete objects. This is so with regard to the expression "territorial status". It refers to situations which are susceptible of development, whether it be development of the status or legal régime (rights, servitudes, restrictions), or whether it be development of the territory itself (for example, by modification of frontiers).

However, any term may have a wide meaning or a narrow meaning, a meaning which is more or less limited. A term which has a meaning of its own cannot be understood as comprising anything which is foreign to its ordinary and natural meaning¹. In my opinion, it is not possible, as a result of differences of essential nature, to regard the term "territorial status" as capable of applying to the existence, legal régime, and delimitation of the continental shelf.

8. There is no doubt that the term "territorial status" is equivalent to the term "status of the territory". In order to be able to conclude either that the status of the continental shelf (rights, delimitations) is comprised in "territorial status", or on the other hand that it is not, it will be necessary to ascertain which of the two solutions can be reached in a natural way from the point of view of status and on that of territory.

The status of territory is something which is clear and well defined; it is the status of sovereignty itself. On the other hand, the régime of the continental shelf is the result of accelerated development of the law of the sea, which does not seem to have reached finality with the 1958 Geneva Convention. At the present time, it is made up of narrowly limited rights, i.e., nothing more than what are called sovereign or exclusive rights for the purposes of research and exploration of the shelf and exploitation of its natural resources.

The territory of a State, in the strict sense of *terra firma* (mainland and islands) is also something which is well defined. On the other hand, the continental shelf has to be delimited in every case, and to do this, account must be taken of various factors (geological structure, distance, geographical position, depth of the sea, existence and economic value of mineral resources, etc.).

¹ An example which has been given is that of the following clause in a will: "I bequeath all my vehicles to my former chauffeur." This provision may be interpreted as signifying that the testator leaves to the beneficiary his new Cadillac, but not the locomotives or trucks of the railway company of which he was proprietor, nor aircraft from his fleet. On the intention implied in terms of general scope, cf. Vattel, *Le droit des gens*, ed. Pradier-Fodéré, Vol. II, Chap. XVII, para. 262, p. 249, Paris, 1863; *P.C.I.J., Series A/B, No. 50*, pp. 377-378.

9. Il reste que la Cour, pas ses raisonnements dans l'arrêt sur le *Plateau continental de la mer du Nord*, a pu faire naître des doutes sur la notion de territoire. Il y est dit d'une manière réitérée que la zone du plateau continental de l'Etat riverain « constitue un prolongement naturel de son territoire » (*C.I.J. Recueil 1969*, p. 22, par. 19) et que :

« les zones sous-marines en cause peuvent être considérées comme faisant véritablement partie du territoire sur lequel l'Etat riverain exerce déjà son autorité : on peut dire que, tout en étant recouvertes d'eau, elles sont un prolongement, une continuation, une extension de ce territoire sous la mer » (*ibid.*, p. 31, par. 43 ; voir aussi p. 34, 37 et 47, par. 51, 58 et 85).

Malgré ces expressions, il ne faut pas croire que la Cour considère le plateau continental comme une vraie partie du territoire de l'Etat riverain, jouissant du même statut juridique. Il semble plutôt que la Cour ait voulu exprimer d'une manière métaphorique mais frappante quelle est la base des droits sur le plateau, c'est-à-dire de l'application du soi-disant principe « la terre domine la mer »¹.

La différence essentielle entre le sens des termes « statut territorial » et « statut du plateau continental » apparaît en pleine lumière dans les relations entre la Turquie et la Grèce. La Turquie n'a à présent aucune difficulté à admettre, s'agissant du statut territorial de la Grèce, que les îles grecques forment avec la Grèce continentale une unité juridique et politique. En revanche la Turquie nie l'existence d'un plateau continental des îles grecques.

10. Certes on peut supposer que la Grèce a eu l'intention, en établissant la réserve, de donner au terme « statut territorial » un sens si large qu'il en vienne à comprendre aussi le plateau continental. Mais c'est là sortir du cadre propre de l'interprétation, fondée sur l'intention du déclarant telle qu'elle est révélée par le sens naturel et ordinaire des termes employés, et entrer dans le domaine de l'imagination ou de l'analogie, en sapant ainsi la sécurité juridique.

11. Il a été observé, et à juste titre, que pour délimiter le plateau continental il faudra quelquefois élucider des questions touchant à la condition du territoire et même à son statut (par exemple fixation des lignes de base, configuration relative des territoires, adjacents ou opposés,

¹ La convention de Genève sur la mer territoriale dit dans son article premier: « La souveraineté de l'Etat s'étend, *au-delà de son territoire* et de ses eaux intérieures, à une zone de mer adjacente à ses côtes *désignée sous le nom* de mer territoriale » (les italiques sont de moi). On peut voir, je crois, que le terme « mer territoriale » est ici délibérément employé avec la valeur d'une fiction juridique. D'une manière semblable, quand la Cour fait observer à propos du plateau continental qu'*on peut dire* qu'il est un prolongement du territoire ou qu'il *peut être considéré* comme une partie du territoire, elle emploie une formule utile pour justifier les droits de l'Etat riverain sur le plateau; et cette assimilation a pu être aussi utilisée par des Etats pour justifier leurs prétentions à étendre ou à fortifier leurs droits sur le plateau.

9. The fact remains that the Court may, as a result of the arguments put forward in its Judgment in the *North Sea Continental Shelf* case, have sown some doubt concerning the concept of territory. In that Judgment it is repeatedly stated that the coastal State's continental shelf area "constitutes a natural prolongation of its . . . territory" (*I.C.J. Reports 1969*, p. 22, para. 19) and that:

" . . . the submarine areas concerned may be deemed to be actually part of the territory over which the coastal State already has dominion,—in the sense that, although covered with water, they are a prolongation or continuation of that territory, an extension of it under the sea" (*ibid.*, p. 31, para. 43; see also pp. 34, 37 and 47, paras. 51, 58 and 85).

These statements notwithstanding, it must not be thought that the Court considers the continental shelf to be a real part of the coastal State's territory, enjoying the same legal status. It seems rather that the Court wished to express, in metaphorical but striking terms, what was the basis of the rights over the shelf, that is to say of the application of the so-called principle that "the land dominates the sea"¹.

The essential difference between the meaning of the term "territorial status" and that of the term "status of the continental shelf" is highlighted in the relations between Turkey and Greece. Turkey has at present no difficulty in recognizing, as regards the territorial status of Greece, that the Greek islands form, together with mainland Greece, a legal and political unity. On the other hand, Turkey denies that the Greek islands have a continental shelf.

10. It can, of course, be supposed that Greece intended, when formulating the reservation, to give the term "territorial status" a meaning so broad that it could come to comprise the continental shelf as well. However, that would be to depart from the sphere of interpretation proper, based on the intention of the declarant as revealed by the natural and ordinary meaning of the terms employed, and to enter the domain of imagination or analogy, thereby undermining the stability of the law.

11. It has been observed, and rightly observed, that, in order to delimit the continental shelf, it will sometimes be necessary to elucidate questions concerning the circumstances of the territory and even its status (for example, the drawing of baselines, the relative configuration of adjacent or

¹ The Geneva Convention on the Territorial Sea states, in Article 1: "The sovereignty of a State extends, *beyond its land territory* and its internal waters, to a belt of sea adjacent to its coast, *described* as the territorial sea." (Emphasis added.) It is, I think, apparent that the term "territorial sea" is deliberately used here with the value of a legal fiction. Similarly, when the Court observes, in connection with the continental shelf, that *it may be said* to be a prolongation of the territory or that it *may be deemed* to be a part of the territory, it is employing a useful formula which is useful as a justification of the rights of the coastal State over the shelf; States have also been able to use this assimilation in order to justify their claims to extend or to fortify their rights over the shelf.

baies historiques, étendue des eaux territoriales). Mais le besoin que l'on peut avoir d'aborder des questions relatives au territoire pour décider le fond de l'affaire ne transforme pas le différend sur le plateau continental en un différend sur le statut territorial. Dans le cas où l'on aurait à trancher au fond et où il faudrait tenir compte de questions connexes au territoire, ces questions devront être traitées comme des questions préalables. Ces questions et la difficulté qu'elles présentent sont bien connues en droit international privé. La Cour a eu l'occasion de considérer ce concept juridique dans l'affaire *Nottebohm*. Le Liechtenstein avait introduit devant la Cour une instance tendant au redressement et à la réparation de « mesures contraires au droit international » prises par le Gouvernement du Guatemala contre Nottebohm, « ressortissant du Liechtenstein ». Pour décider de la recevabilité de la requête, il fallait traiter de la nationalité de Nottebohm. La Cour a considéré la question comme préalable. Elle a dit :

« La Cour n'entend pas sortir du *cadre limité de la question* qu'il lui faut résoudre, à savoir, si la nationalité conférée à Nottebohm *peut être invoquée vis-à-vis du Guatemala pour justifier la présente procédure.* » (*C.I.J. Recueil 1955*, p. 17. Les italiques sont de moi.)

Certes la Cour, en se déclarant compétente en la présente espèce, aurait pu se heurter à de grandes difficultés de ce genre mais cela ne saurait être une raison pour nier sa compétence. Les mêmes problèmes auraient pu naître si la Grèce et la Turquie avaient porté l'affaire devant la Cour au moyen d'un compromis ou bien si la Grèce avait renoncé ou si elle venait à renoncer à la réserve *b*) en temps opportun.

12. Une question d'une telle envergure soulève la possibilité que le sens des termes d'une déclaration de volonté se modifie en conséquence de l'évolution du droit. L'expression « statut territorial », écrite en 1931, a-t-elle pu changer de sens du fait que le droit moderne attribue aux Etats riverains des droits sur le plateau continental ?

Pour répondre à cette question, il convient de l'éclaircir à l'aide de quelques distinctions.

Avant tout, il faudra examiner séparément d'une part la règle de la contemporanéité qui est applicable à l'interprétation des déclarations de volonté — règle selon laquelle il faut donner aux mots employés le sens qui est le leur au moment de leur emploi — et d'autre part le droit intertemporel, qui indique quel est le droit à appliquer aux *facta praeterita*.

Chercher à préciser ce que recouvre l'emploi d'un terme pour connaître l'intention de celui qui a fait la déclaration est une chose; déterminer l'effet que peut avoir un droit nouveau sur une situation déjà existante en est une autre.

opposed territories, historic bays, the extent of territorial waters). But the fact that it may be necessary to consider questions relating to territory in order to decide the merits of the case does not transform the dispute relating to the continental shelf into a dispute relating to territorial status. If the merits of the case had to be decided, and if questions concerning the territory had to be taken into account, they would have to be treated as preliminary questions. Such questions are well known in private international law, as is the difficulty which they present. The Court has had occasion to consider this legal concept in the *Nottebohm* case. Liechtenstein had instituted proceedings before the Court for restitution and compensation on the ground that the Government of Guatemala had acted towards Nottebohm, "a citizen of Liechtenstein, in a manner contrary to international law". In order to decide upon the admissibility of the Application, Nottebohm's nationality fell to be considered. The Court treated this as a preliminary question. It stated:

"The Court does not propose to go beyond *the limited scope of the question* which it has to decide, namely whether the nationality conferred on Nottebohm *can be relied upon* as against Guatemala in *justification of the proceedings* instituted before the Court." (*I.C.J. Reports 1955*, p. 17.) (Emphasis added.)

Of course the Court, by finding in favour of jurisdiction in the present case, might have come up against great difficulties of this kind, but that could not constitute a ground for a denial of jurisdiction. The same problems might have arisen if Greece and Turkey had brought the case before the Court by means of a special agreement or if Greece had withdrawn, or if it were to withdraw, reservation (*b*), at an appropriate time.

12. Such a far-reaching question raises the possibility that the meaning of the terms used in a declaration of intention may alter as a result of the evolution of law. Is it possible that the expression "territorial status", as employed in 1931, has changed its meaning because modern law attributes rights over the continental shelf to coastal States?

This question requires some elucidation, with the aid of a few distinctions, before it can be answered.

At the outset we shall have to examine separately, first, the rule of contemporaneity applicable to the interpretation of declarations of intention—according to which the words used must be given the meaning attaching to them at the time when they are employed—and secondly, that of intertemporal law, which indicates what is the law to be applied to *facta praeterita*.

To seek to establish what lies behind the use of a term in order to ascertain the intention of the party which made the declaration is one thing; to determine the effect which a new legal régime may have on an already existing situation is another.

L'interprétation a pour but de connaître le sens des mots employés dans la déclaration, de façon à vérifier quelle a pu être la volonté du déclarant et comment elle a pu être comprise par celui à qui s'adressait la déclaration. L'évolution du droit ne peut pas modifier le sens que les mots avaient pour les auteurs de la déclaration. L'évolution du droit peut en établissant de nouvelles règles juridiques conférer ou retirer des droits et peut même changer tout un régime juridique mais elle ne peut pas changer le sens d'une déclaration, faire dire au déclarant ce qu'il n'a pas voulu dire ou même ce qu'il n'a pu vouloir dire.

S'agissant d'une déclaration unilatérale, comme l'adhésion de la Grèce à l'Acte général en 1931, on ne saurait encore moins l'interpréter comme incluant une référence au plateau continental. Il ne serait pas juste d'attribuer à la Grèce une manifestation de volonté à propos de quelque chose qu'elle ne connaissait pas et que, pour cette raison, elle ne pouvait pas vouloir (*nihil cognitum nisi praecognitum*).

13. La convention de Vienne a établi, comme règle générale d'interprétation des traités, qu'ils doivent être interprétés de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but (art. 31, par. 1). Comme moyen complémentaire d'interprétation, elle prévoit qu'il peut être fait appel aux *circonstances dans lesquelles le traité a été conclu* (art. 32); autrement dit, il faut chercher ce sens au moment de la conclusion du traité. Il y a tout lieu d'appliquer ces règles à l'adhésion de la Grèce à l'Acte général. Si l'évolution du droit peut avoir des conséquences, ce n'est pas sur le plan de l'interprétation mais sur un autre: la convention considère en effet que, si une nouvelle norme impérative (*jus cogens*) survient, tout traité existant qui est en conflit avec cette norme devient nul et prend fin (art. 64)¹.

Il semble donc permis de conclure que la tâche de l'interprétation est de vérifier quelle était ou pouvait être la volonté de la Grèce en 1931 quand elle a utilisé l'expression « statut territorial » dans la réserve *b*) à son adhésion à l'Acte général. La fonction du droit intertemporel est autre; par le jeu de ses règles, la Grèce et la Turquie se voient attribuer des droits souverains ou exclusifs nouveaux sur le plateau continental.

14. Il convient aussi de noter, pour éviter d'autres confusions, que la fonction qui consiste à interpréter traités et contrats devra suivre d'autres règles que celles qui sont propres à l'interprétation des lois. Celles-ci, comme sources de droit, ne peuvent être considérées d'une manière isolée. Elles doivent être interprétées et appliquées dans le cadre du système juridique en vigueur au moment où l'interprétation a lieu. C'est ce qu'on

¹ A l'exception de ce que dispose cet article il semble qu'il faudra appliquer aux traités le droit intertemporel général, c'est-à-dire le principe de la non-rétroactivité et la règle *tempus regit factum*.

The purpose of interpretation is to ascertain the meaning of the words used in the declaration, so as to verify what could have been the intention of the declarant and how it may have been understood by the party to whom the declaration was addressed. The evolution of law cannot modify the meaning which the words had for the authors of the declaration. The evolution of law can, by establishing new legal rules, confer or withdraw rights, and can even change an entire legal régime, but it cannot change the meaning of a declaration: it cannot make the declarant say what he did not wish to say or even what he could not have wished to say.

There is even less reason to interpret a unilateral declaration, like Greece's accession to the General Act in 1931, as including a reference to the continental shelf. It would not be right to attribute to Greece a manifestation of will concerning something of which it was unaware and which, for that reason, it could not have intended (*nihil cognitum nisi praecognitum*).

13. The Vienna Convention has laid down, as a general rule for the interpretation of treaties, that they must be interpreted in good faith in accordance with the ordinary meaning to be given to the terms of the treaty in their context and in the light of its object and purpose (Art. 31, para. 1). As a supplementary means of interpretation, it provides that recourse may be had to the *circumstances in which the treaty was concluded* (Art. 32); in other words, the meaning at the time when the treaty was concluded must be sought. There is every reason to apply these rules to Greece's accession to the General Act. It is not at the level of interpretation that the evolution of law can have consequences but at another level: if a new peremptory norm (*jus cogens*) emerges, the Convention considers that any existing treaty which is in conflict with that norm becomes void and terminates (Art. 64)¹.

It therefore seems permissible to conclude that the task of interpretation is to verify what was or could have been the will of Greece in 1931 when it used the expression "territorial status" in reservation (*b*) to its accession to the General Act. The function of intertemporal law is different; it is by the operation of the rules of intertemporal law that new sovereign or exclusive rights over the continental shelf have been attributed to Greece and Turkey.

14. It should also be noted, in order to avoid any confusion on other points, that the interpretation of treaties and contracts must follow different rules from those appropriate to the interpretation of laws. The latter, as sources of law, cannot be considered in isolation. They must be interpreted and applied in the context of the legal system in force at the time when the interpretation takes place. This is what is called systematic interpreta-

¹ Except for the provisions of this Article, it seems that general intertemporal law, that is to say the principle of non-retroactivity, and the rule *tempus regit factum*, will have to be applied to treaties.

appelle l'interprétation systématique¹. Cette procédure d'interprétation est aussi celle qui vaut pour les conventions dites institutionnelles ou normatives (*law-making treaties, Vereinbarungen*), lesquelles, étant aussi des sources de droit (comme par exemple la Charte des Nations Unies), sont soumises dans leur interprétation à l'évolution du droit².

15. Les traités et les déclarations faites dans le cadre d'un traité doivent s'entendre dans leur contexte (art. 31, par. 1, de la convention de Vienne); il en va de même pour la réserve *b*) de la Grèce.

L'adhésion hellénique à l'Acte contient deux types de déclarations: l'une qui tend à admettre en général la compétence de la Cour; les autres, constituées par les réserves, qui ont pour but de délimiter l'objet de la compétence attribuée à la Cour. Chacune d'elles a son but et sa nature propres.

Conformément à l'article 17 de l'Acte général, l'adhésion de la Grèce admet la compétence de la Cour pour *tous différends* au sujet desquels les parties se contesteraient un droit. L'instrument d'adhésion (si l'on fait pour le moment abstraction des réserves) contient une référence générale et illimitée à tout différend d'ordre juridique à naître entre les parties ayant adhéré à l'Acte. En conséquence, et si l'on ne prend pas en considération la réserve *b*), on peut sans aucun doute affirmer la compétence de la Cour au sujet du différend entre la Grèce et la Turquie sur le plateau continental de la mer Egée.

La réserve *b*), tout au contraire, tend à limiter l'adhésion grecque à l'Acte par une exception bien déterminée, qui établit une démarcation spéciale dans la sphère si large de l'adhésion. En dehors du champ précis de l'exception, la déclaration générale sur la compétence joue.

16. La réserve *b*) vise notamment, spécialement, un cas d'espèce bien déterminé et qu'il faut interpréter selon sa nature singulière et spéciale. L'Acte général souligne et impose cette nature des réserves admises. Il fait ressortir que les réserves devront être formulées à l'égard de différends portant sur des affaires *déterminées* ou de matières *spéciales* nettement définies, telles que le *statut territorial* ou rentrant dans des catégories bien

¹ L'élément systématique est considéré comme un des quatre éléments à employer dans l'interprétation, selon la doctrine généralement admise, surtout depuis la publication du *System des heutigen römischen Rechts* (I, par. 33) de Savigny.

Il ne faut pas oublier, au sujet de l'évolution du droit, que selon l'observation de Hobbes (texte cité par Radbruch, « Arten der Interpretation », dans *Recueil d'études sur les sources du droit en l'honneur de François Gény*, 1934, II, p. 218), le législateur n'est pas celui dont l'autorité a fait la loi pour la première fois, mais celui dont l'autorité fait qu'elle continue à être loi: ce qui explique l'influence de l'évolution du droit pour l'interprétation et le développement des lois et conventions normatives. Au contraire, dans l'interprétation des traités, dont la force est fondée sur la volonté des parties (*pacta sunt servanda*), il n'y a pas à tenir compte d'une volonté étrangère à celle des auteurs.

² *C.I.J. Recueil 1971*, p. 31, par. 53, et voir aussi mon opinion individuelle, par. 184.

tion¹. This interpretation procedure is also that applicable to law-making treaties (*Vereinbarungen*), as, for instance, the United Nations Charter, which, being also sources of law, are subject in their interpretation to the evolution of law².

15. Treaties, and declarations made within the framework of a treaty, have to be interpreted in their context (Vienna Convention, Art. 31, para. 1); the same applies to Greece's reservation (*b*).

The Greek accession to the Act contains declarations of two types: one is designed to accept the jurisdiction of the Court in general; the others, constituted by the reservations, are intended to delimit the subject-matter of the jurisdiction attributed to the Court. Each of them has its own purpose and nature.

In accordance with Article 17 of the Act, Greece's accession recognizes the jurisdiction of the Court for *all disputes* with regard to which the parties are in conflict as to their respective rights. The instrument of accession (if, for the moment, the reservations are disregarded) contains a general and unlimited reference to any legal dispute which might arise between the parties which have acceded to the Act. Consequently, and if reservation (*b*) is not taken into consideration, it can be stated beyond any doubt that the Court has jurisdiction in the dispute between Greece and Turkey concerning the Aegean Sea continental shelf.

Reservation (*b*), on the other hand, is designed to limit the Greek accession to the Act by means of a clearly specified exception which establishes a special demarcation in the extensive area covered by the accession. Outside the specific area of the exception, the general declaration on jurisdiction has effect.

16. Reservation (*b*) covers in particular a clearly defined special case, which must be interpreted according to its individual and particular nature. The General Act stresses that permitted reservations are required to be of this kind. It makes it clear that reservations should be formulated with regard to disputes relating to *particular* cases or clearly *specified* subject-matters, such as *territorial status*, or disputes falling within *clearly*

¹ The systematic element is considered to be one of the four elements to be employed in interpretation, according to Savigny's generally accepted doctrine, especially since the publication of *System des heutigen römischen Rechts* (I, para. 33).

In discussing the evolution of law it must be remembered that, according to Hobbes's observation (text cited by Radbruch, "Arten der Interpretation" in *Recueil d'études sur les sources du droit en l'honneur de François Gény*, 1934, II, p. 218), the legislator is not the person whose authority has made the law for the first time, but the person whose authority causes it to continue to be law; this explains the influence of the evolution of law as a whole on the interpretation and development of individual laws and law-making conventions. On the other hand, in the interpretation of treaties, whose force is founded on the will of the parties (*pacta sunt servanda*), no account is to be taken of a will extraneous to that of the authors.

² *I.C.J. Reports 1971*, p. 31, para. 53; see also my separate opinion, p. 184.

précisées (art. 39, par. 2 c))¹. Donc, et conformément aux règles reçues sur l'interprétation, il faut s'en tenir au sens strict des termes employés dans la réserve et il ne semble pas permis d'étendre cette réserve aux questions qui se rapportent au plateau continental. Ces questions ont été aussi *aliquis de novo emergentibus*, ce sont des questions auxquelles personne ne pensait et ne pouvait penser à la date de l'adhésion de la Grèce et de la Turquie à l'Acte. Entendre l'expression « différends ayant trait au statut territorial » comme comprenant les « différends sur le plateau continental » serait l'interpréter d'une manière extensive, qui ne correspond pas à l'intention des auteurs de la déclaration unilatérale et va à l'encontre du sens qu'on pouvait lui attribuer et dans lequel on la comprenait en 1931 et 1934.

Qui plus est, l'interprétation stricte est en général appropriée à toute réserve. Sa nature d'exception à une déclaration de caractère général fait qu'on doit appliquer à la réserve la règle traditionnelle *exceptio strictissimi interpretationis*².

17. Avant d'en finir avec l'exposé de mon opinion, il ne me semble pas inutile d'évoquer le principe dit de l'interprétation restrictive des déclarations donnant compétence à la Cour. Son ombre plane toujours lorsqu'on traite de la compétence de la Cour.

L'interprétation proposée par moi aboutirait à considérer la Cour comme compétente dans l'affaire du *Plateau continental de la mer Egée*. Faudrait-il la rejeter en raison du principe de l'interprétation restrictive ?

Ce principe ou règle d'interprétation est justifié dans la seule mesure où il s'oppose aux tentatives d'une interprétation extensive ou par analogie. Les États se méfient de toute éventuelle restriction de leur souveraineté. Les actes conférant le soin de trancher des différends à une cour d'arbitrage ou judiciaire ne sont justifiés à leurs yeux qu'en vertu d'une déclaration expresse par laquelle ils donnent leur consentement.

¹ Sur cette règle stipulée dans l'Acte général, Gallus déclare:

« Les termes employés « matières spéciales nettement définies » et l'exemple du statut territorial qui les éclaire semblent indiquer que les questions que l'on peut exclure doivent être des questions particulières aux contours nets, telles par exemple les questions suivantes: nationalité des individus, police des étrangers, dommages causés par des insurrections, douanes, etc. » (« L'Acte général d'arbitrage », *Revue de droit international et de législation comparée*, 1930, nos 1, 2 et 4, p. 907.)

² Dans une étude parue l'année même de l'adhésion de la Grèce à l'Acte, il est dit sur l'interprétation des réserves:

« Un tribunal international appelé à interpréter une réserve est lié par la règle selon laquelle les exceptions aux principes généraux doivent être interprétées restrictivement. Par conséquent si un traité contient le principe de règlement pacifique pour tout différend quel qu'il soit entre les parties, toute réserve y figurant doit être interprétée de façon étroite. » (Habicht, partie II, « Analysis of the Treaties », dans *Post-War Treaties for the Pacific Settlement of International Disputes*, Cambridge, 1931, p. 1000.) [Traduction du Greffe.]

defined categories (Art. 39, 2, (c))¹. Therefore, and in conformity with the received rules of interpretation, we must confine ourselves to the strict meaning of the terms employed in the reservation, and it does not seem permissible to extend this reservation to questions relating to the continental shelf. These questions were also *aliquis de novo emergentibus*; they are questions which nobody had conceived or could have conceived at the time when Greece and Turkey acceded to the Act. To read the expression "disputes relating to territorial status" as comprising "disputes relating to the continental shelf" would amount to giving the expression an extensive interpretation which does not accord with the intention of the authors of the unilateral declaration, and runs counter to the meaning which could be attributed to it, and in which it was understood, in 1931 and 1934.

Moreover, a strict interpretation is generally appropriate for all reservations. Its very nature as an exception to a declaration of a general character means that the traditional rule of *exceptio strictissimi interpretationis* must be applied to the reservation².

17. Before concluding this statement of my opinion, it would seem not without interest to consider, in that connection, the so-called principle of the restrictive interpretation of declarations conferring jurisdiction upon the Court, the shadow of which is in the background of any discussion of the Court's jurisdiction.

The interpretation here proposed would lead to the conclusion that the Court has jurisdiction in the *Aegean Sea Continental Shelf* case. Should it be rejected by virtue of the principle of restrictive interpretation?

This principle or rule of interpretation is justified in so far as it is used to counter attempts at extensive or analogical interpretation. States are mistrustful of any restriction on their sovereignty. Instruments referring the settlement of disputes to a court or arbitral tribunal are justified in their view only by virtue of an express declaration whereby they give their consent.

¹ With reference to this rule laid down in the General Act, Gallus observes:

"The words employed ('clearly specified subject-matters') and the example of territorial status which illustrates them seem to indicate that the questions which can be excluded must be particular questions having clear contours, such as the nationality of individuals, aliens control, damage caused by insurrections, customs, etc." ("The General Act of Arbitration", *Revue de droit international et de législation comparée*, 1930, Nos. 1, 2 and 4, p. 907.)

² In a study which appeared in the same year as that in which Greece acceded to the Act it is stated, in connection with the interpretation of reservations, that:

"An international tribunal called upon to interpret a reservation is bound by the rule that exceptions to general principles are to be interpreted restrictively. Therefore, if a treaty contains the principle of pacific procedure for any dispute whatsoever between the parties, any reservations contained in it must be interpreted in a narrow sense." (Habicht, Part II, "Analysis of the Treaties", in *The Post-War Treaties for the Pacific Settlement of International Disputes*, Cambridge, 1931, p. 1000).

La Charte des Nations Unies montre son respect pour cette idée dans les limites qu'exprime son article 2, paragraphe 7. Mais elle dit aussi que des Etats parties à un différend dont la prolongation est susceptible de menacer le maintien de la paix doivent en rechercher la solution avant tout par des voies pacifiques, entre autres par le règlement judiciaire (art. 33). En conséquence de cette règle, le Conseil de sécurité, le 25 août 1976, a invité par consensus les Gouvernements de la Grèce et de la Turquie à

« continuer à tenir compte de la contribution que des instances judiciaires compétentes, en particulier la Cour internationale de Justice, sont qualifiées pour apporter au règlement de tous différends d'ordre juridique ».

La théorie favorable à l'interprétation restrictive s'est efforcée de s'appuyer sur le texte de quelques arrêts des deux Cours. Certes on a pu dire que la Cour ne déclarera sa compétence qu'à la condition que la force des arguments militant en faveur de la compétence soit prépondérante. Mais l'étude de ces textes dans leur ensemble semble montrer que le souci des deux Cours est de vérifier l'intention des auteurs de la déclaration de soumettre ou de ne pas soumettre leurs différends à la Cour, et dans l'affirmative de déterminer dans quelles limites, sous quelles réserves ou à quelles conditions ils l'ont fait ¹.

La Cour a parfaitement raison de dire que l'on doit interpréter d'une manière stricte les déclarations qui lui confèrent compétence, en recherchant l'intention de leur auteur, en s'en tenant à leur texte et aux circonstances du moment où elles ont été émises.

18. L'interprétation que je me suis permis d'offrir sur l'adhésion de la Grèce s'efforce d'être fidèle à ce critère. Elle consiste à comprendre le texte de base de l'adhésion selon ses propres termes, c'est-à-dire comme englobant toutes sortes de différends d'ordre juridique. La réserve est comprise d'une manière stricte, en ce sens qu'elle évite une interprétation extensive qui serait étrangère à la volonté exprimée par la Grèce en 1931.

On peut encore ajouter que les adhésions des Etats à l'Acte général ont eu pour résultat de créer des liens de coopération entre les Etats en faveur du règlement pacifique des différends. Il n'y a pas de raisons pour les envisager avec méfiance et les faire entrer dans les matières « odieuses » qui méritent pour cela une interprétation restrictive (*odiosa sunt restringenda*); il y aurait plutôt des motifs de penser qu'elles sont dignes de la *favor iuris* (*favorabilia sunt amplianda*).

(Signé) F. DE CASTRO.

¹ On considère comme sans force de conviction (*singularly unconvincing*) une théorie a priori favorable à une interprétation restrictive des déclarations donnant compétence à la Cour. Rosenne, *The Law and Practice of the International Court*, 1965, I, p. 408. Dans ce sens aussi voir De Visscher, *Problèmes d'interprétation judiciaire en droit international public*, 1963, p. 201.

The Charter of the United Nations shows its respect for this idea in the limits it lays down in Article 2, paragraph 7; but the Charter also says that States parties to a dispute, the continuance of which is likely to endanger the maintenance of peace, shall, first of all, seek a solution by peaceful means, including judicial settlement (Art. 33). As a result of this rule, on 25 August 1976 the Security Council, by consensus, invited the Governments of Greece and Turkey to

“continue to take into account the contribution that appropriate judicial means, in particular the International Court of Justice, are qualified to make to the settlement of any remaining legal differences”.

Support for the theory favouring restrictive interpretation has been looked for in the text of a number of judgments of the two Courts. Indeed, it has even been stated that the Court will only affirm its jurisdiction provided that the force of the arguments militating in favour of it is preponderant. However, a study of these texts as a whole seems to show that the real concern of the two Courts has been to verify whether or not it was the intention of the authors of the declaration to submit their disputes to the Court; and, if so, to what extent, subject to what reservations and on what conditions¹.

The Court is perfectly right to state that declarations conferring jurisdiction upon it must be interpreted strictly, by seeking out the intention of their authors and by sticking closely to their text and to the circumstances obtaining at the time when they were issued.

18. The interpretation which I have ventured to give to Greece's accession endeavours to be faithful to this criterion. It consists in construing the basic text of the accession in accordance with its own terms—that is to say, as covering all kinds of legal disputes. The reservation is construed narrowly, in the sense that it avoids an extensive interpretation which would be extraneous to the will expressed by Greece in 1931.

It may also be added that the effect of the accessions by States to the General Act was to create ties of co-operation among States for the purpose of promoting the peaceful settlement of disputes. There is no reason to look upon them with mistrust, and to include them in the category of “undesirable” matters which as such should be interpreted restrictively (*odiosa sunt restringenda*); on the contrary, there are grounds for thinking that they are worthy of *favor iuris* (*favorabilia sunt amplianda*).

(Signed) F. DE CASTRO.

¹ A theory which holds that *a priori* declarations conferring jurisdiction upon the Court are given to restrictive interpretation has been regarded as “singularly unconvincing”: Rosenne, *The Law and Practice of the International Court*, 1965, Vol. I, p. 408. In the same sense, see De Visscher, *Problèmes d'interprétation judiciaire en droit international public*, 1963, p. 201.